

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [89] (2001)
Heft: 1456

Artikel: Une féministe à Durban : du côté des ONG contre le racisme : une Suissesse témoigne
Autor: Dussault, Andrée-Marie / Frischkopf, Karolina
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282071>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



DR

Karolina Frischkopf est installée depuis trois ans à Genève où elle étudie les relations internationales et milite au sein d'association de jeunes et de femmes.

Une féministe à Durban Du côté des ONG contre le racisme: une Suisseuse témoigne

La délégation suisse présente à la 3^e Conférence internationale contre le racisme à Durban, fin août, comptait parmi ses membres Karolina Frischkopf. La Zurichoise de 23 ans représentait auprès du Forum des ONG le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ). Critique mais optimiste, elle nous livre ses impressions d'une rencontre tendue.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

***l'émilie** : Qu'est-ce que vous retenir de positif de la conférence des ONG contre le racisme tenue parallèlement à celle des gouvernements ?*

Karolina Frischkopf : Ce qui m'apparaît être son principal mérite, c'est d'avoir donné la possibilité à certaines minorités de s'exprimer pour la première fois, c'était le cas des Intouchables et des Roms par exemple. Le succès de cette conférence mondiale est mitigé; un document final a été adopté, mais pour trouver ce consensus, on a dû laisser de côté des points importants, mais trop controversés. Mais la conférence s'est tout de même terminée et la délégation européenne est restée jusqu'à la fin, signe politique positif. Il faut se rappeler que les deux premières conférences sur le racisme ont été des échecs, à cause de la volonté d'éviter la question de l'apartheid, notamment. C'est aussi la première fois que le passé des pays victimes de l'esclavagisme et du colonialisme a été abordé. Enfin, autre point positif : une définition des «victimes» du racisme a

été trouvée, celle-ci ne se référant pas qu'au passé, mais aussi au présent et elle reconnaît les formes de discriminations multiples.

l'é : Et que regrettez-vous ?

K. F. : Je déplore le racisme émanant de certains documents d'organisations non gouvernementales qui ont assimilé Israël à un Etat pratiquant l'apartheid. Ensuite, plusieurs thèmes importants n'ont pas été abordés, comme la prévention, la xénophobie, le racisme sur Internet. Je regrette aussi l'absence de certaines minorités, comme les Tchétchènes, les Kurdes ou les Tibétains, absentes du Forum des ONG. J'ai été étonnée du manque de solidarité entre les organisations représentant les différentes minorités ; elles se sont battues entre elles, chacune se revendiquait comme seul groupe discriminé. En 1995, lors de la Conférence internationale des femmes à Pékin, le sexisme était abordé en général. Les ONG de femmes, indépendamment de leur nationalité, de leur religion, de leur classe sociale, etc., étaient plus solidaires les unes des autres. Même les problèmes des absentes, comme les Afghanes, à qui était dédiée la conférence, ont fait l'objet de discussions.

l'é : Les sexes étaient-ils équitablement représentés parmi les délégations ?

K. F. : Je dirais qu'il y avait presque autant de femmes que d'hommes. Mais les hommes ont dominé la discussion dans le Forum des ONG. Le climat et les discours étaient très agressifs, certains en sont même venus aux mains. A un certain point, je suis sortie du Forum des ONG pour aller voir ce qui se passait du côté du caucus des femmes. On a d'avantage avancé en deux heures que les ONG en trois jours.

l'é : Quels sujets ont été abordés par les ONG travaillant sur les femmes et le racisme ?

K. F. : Evidemment, la question de la double, voire des multiples discriminations. Le trafic sexuel des femmes a été traité, ainsi que le VIH et le racisme. On sait qu'aujourd'hui en Afrique, les femmes sont davantage affectées. Elles sont aussi plus vulnérables parce que ce sont généralement les hommes qui ont plusieurs partenaires, qui décident s'il y a relation sexuelle et si un préservatif est employé ou non. La pauvreté et le racisme ont fait l'objet de discussions ; les femmes étant sur-représentées parmi

les pauvres. Le racisme et la formation ont aussi été discutés : les femmes sont de plus en plus amenées à émigrer, avec leurs enfants puisque leur responsabilité leur revient toujours. Comme elles sont peu ou pas formées, elles sont amenées à vivre dans la misère ou à se prostituer pour survivre. En plus de concurrencer les prostituées autochtones, en faisant chuter les prix sur le marché, elles n'ont aucun statut légal, aucune protection et elles sont criminalisées. ◊

Attaques terroristes

E-U: les féministes disent non aux mesures de représailles promises par Bush

KARINE LEMPEN A BERKELEY

Suite aux déclarations de guerre faites par le gouvernement Bush le jour même des attentats survenus à New York et à Washington le mois dernier, la coalition féministe étatsunienne Radical Women (RW) a décidé de s'unir au mouvement international de solidarité A.N.S.W.E.R. (Act Now to Stop War and End Racism) afin de lutter contre le racisme, contre la guerre, et pour la sauvegarde des libertés civiles. Le collectif féministe regrette que le gouvernement étatsunien invoque la souffrance qui frappe la population pour justifier une intervention militaire similaire à celles qui ont valu aux Etats-Unis d'être la cible des attaques du 11 septembre. La section san franciscaine des RW dénonce par ailleurs la manière dont l'administration Bush utilise les événements récents comme prétexte pour militariser la société étatsunienne en étendant le pouvoir de la police, et pour créer un climat dans lequel il devient impossible de faire entendre des points de vue critiques, sans nécessairement être rangé-e du côté des terroristes. Selon les RW, le gouvernement se soucie peu que l'argent affecté aux dépenses supplémentaires en matière d'armement ait été initialement destiné à améliorer la couverture sociale des femmes, des gens de couleur et, plus généralement, des salarié-e-s semblables à celles et ceux qui travaillaient dans le World Trade Center. ◊